



# FARE – AN KA WULI

FORCES ALTERNATIVES POUR LE RENOUVEAU ET L'EMERGENCE

## **DECLARATION**

Se prononçant sur le récent changement de gouvernement, les FARE indiquaient que l'impulsion attendue risquait d'être bien faible en l'absence de cap et de priorités notamment en matière de sécurité, d'intégrité territoriale et de réconciliation nationale.

Les graves événements survenus à Kidal et le désastre qui en a découlé sont une des conséquences de cette absence de vision et de leadership dans le processus de sortie de crise.

En effet, depuis le 17 mai 2014, le Mali a perdu plusieurs acquis ; d'abord la perte du gouvernorat de Kidal et l'affaiblissement de la présence administrative suite à prise d'otage et à l'assassinat des agents de l'Etat à la suite de la visite du Premier ministre. Ensuite la chute de la ville de Kidal, aujourd'hui entièrement sous le contrôle des groupes armés et la menace sur d'autres localités, le reflux de l'administration de certaines villes des régions du nord où les populations sont partagées entre l'angoisse et la peur de la guerre.

Pour louable que soit l'initiative du Premier ministre de se rendre à Kidal pour réaffirmer la souveraineté du Mali sur l'ensemble du territoire national, il reste que le contexte, le moment et les enjeux de la relance du dialogue ne s'y prêtaient pas.

Face à la gravité de la situation, le gouvernement peine à rassurer la population, aucune information claire et fiable n'est fournie, le pays est balloté entre les rumeurs et les déclarations changeantes du pouvoir ; tout comme ses tentatives de culpabilisation de notre armée, en voie de reconstruction, et de mise en cause de nos partenaires internationaux dont la MINUSMA et SERVAL.

En fait, la gestion de la situation par le gouvernement n'offre aucune perspective nationale viable

Après analyse et tirant les conséquences de ce qui précède, le Parti FARE attend du Président de la République:



Patrie - Justice - Solidarité

## FARE – AN KA WULI

FORCES ALTERNATIVES POUR LE RENOUVEAU ET L'EMERGENCE

- de tirer, avec le gouvernement, toutes les conséquences de leurs actions qui ont compromis les fragiles avancées dans la voie de la paix, porter atteinte à l'honneur de notre peuple et mis en mal la crédibilité du Gouvernement et l'intégrité de notre territoire ; il faut redonner du sens et de la cohérence à l'action gouvernementale avec un cap clair et une gouvernance remodelée au profit des priorités et du développement.
- de dire toute la vérité sur les événements en cours, en particulier les opérations militaires du 21 mai 2014 à Kidal, les termes de l'accord du cessez-le-feu signé par le président de la république Islamique de Mauritanie pour le compte du Mali.
- de diligenter une enquête indépendante et crédible sur les actes criminels et odieux du 17 mai sur les civils et le personnel de commandement en vue de situer les responsabilités ;
- de remettre en confiance les populations, le personnel administratif et technique ;
- d'engager résolument, sur la base de l'accord préliminaire de Ouagadougou, un processus de dialogue lisible, cohérent et inclusif.

Le Parti FARE, réaffirme son soutien aux forces armées et de sécurité, s'incline devant la mémoire de tous ceux qui sont tombés sur le champ d'honneur, souhaite prompt rétablissement aux blessés et exige la libération, sans conditions, des prisonniers.

Face à la défiance persistante de l'opinion nationale et les interrogations de nos partenaires internationaux quant à l'orientation de l'action gouvernementale, il incombe au Président de la République de créer un cadre de discussions franches à même de favoriser les conditions d'une mobilisation nationale pour la paix et la réconciliation.

Aussi le parti, invite les populations à garder leur calme, à ne pas se tromper de combat, à rester mobiliser, pas pour un parti, un groupe ou un clan mais pour notre pays, dans la justice et la confiance, pour sauver notre nation, bâtir notre avenir parce que il n'y a d'avenir qu'ensemble.

**Bamako, le 25 mai 2014**

**Pour le Secrétariat exécutif national,**

**Le Président/PO**

**Le Secrétaire général**